

**M. Philpott:** Que mes honorables amis qui ont proposé le sous-amendement me permettent de leur dire que, s'ils jugeaient possible le renversement du gouvernement actuel et son remplacement par un régime conservateur, ils seraient terriblement affolés. Au lieu d'envoyer ici une délégation pour se rencontrer avec le Gouvernement, tous les syndicats ouvriers qui les appuient enverraient des représentants pour leur dire de se calmer un peu car la population du Canada se rappelle très bien ce qui s'est passé au cours des années 30. C'est dans la circonscription d'Hamilton-Ouest, si gracieusement représentée par une dame de l'opposition, que j'ai eu l'honneur de poser pour la première fois ma candidature au poste de député. C'était en 1931, alors que des gouvernements conservateurs étaient à la tête des affaires à la fois en Ontario et à Ottawa.

A cette époque on me prenait pour un vrai radical, pour un communiste, s'il vous plaît! Pourquoi? Parce que mon programme électoral incluait la semaine de 44 heures et, pis encore, l'assurance-chômage. Lorsqu'on passe en revue les vingt ou vingt-trois dernières années, on peut mettre en relief les vertus et les faiblesses des divers gouvernements que nous avons eus. Je ne suis pas de ceux qui critiquent sans mesure feu lord Bennett ou quelque autre premier ministre, car je sais que dans la mesure de leurs capacités ils ont fait de leur mieux. Je n'aurais pas la témérité non plus d'affirmer que les conservateurs ont été les seuls responsables de la crise des années 30.

De fait, je n'ai jamais été de cet avis et je ne le suis pas maintenant. Je pense qu'il y a beaucoup de vrai dans la théorie des étoiles, l'astrologie ou quelque chose du genre. Je ne sais trop si les conservateurs arrivent au pouvoir avant une crise ou si une crise se produit avant leur arrivée, mais on constate que les deux vont habituellement de pair chez nous. C'est peut-être que les conservateurs des États-Unis arrivent au pouvoir juste un peu avant les conservateurs du Canada. Nos propres conservateurs sont toujours un ou deux pas en arrière.

Si nous examinons l'histoire, il pourrait être utile de nous rappeler qu'une des raisons du formidable effacement du marché des valeurs en 1929 et de la crise des années 1930 était les programmes réactionnaires et peu sages mis en œuvre surtout par l'administration conservatrice aux États-Unis. Si nous écrivions un bref aperçu historique de la situation dans notre pays au cours des vingt ou vingt-cinq dernières années, il faudrait admettre d'une façon incontestable que les ouvriers ont acquis un grand prestige et ont grandement amélioré leur situation au pays.

[M. MacInnis.]

J'ose affirmer que malgré les péchés d'omission ou de commission qu'on peut imputer au gouvernement actuel, une des choses qui seront toujours à son crédit, c'est que le prestige des ouvriers au Canada a atteint un point inconnu auparavant. Le régime au pouvoir n'est pas parfait; il ne l'a jamais été, mais il constitue le meilleur gouvernement que nous ayons jamais eu au Canada à ma connaissance et je suis passablement âgé.

Je ne parle pas actuellement des mesures que les libéraux ont réclamées durant nombre d'années avant de prendre le pouvoir et qu'ils ont adoptées, telles que l'assurance-chômage, les allocations familiales, les pensions de vieillesse et la longue liste des mesures qu'adopte, de nos jours, ce que nous appelons l'État providence. Ces mesures ont transformé toute la situation économique dans notre pays. Pour ma part, je suis de ceux qui ne craignent ni les critiques ni les railleries de ceux qui pourraient nous appeler, nous qui siégeons de ce côté-ci, des "socialistes en chapeau de soie", particulièrement si "socialistes en chapeau de soie" signifie l'État providence sans enrégimentement. S'il en est ainsi, je crois que le présent gouvernement et son parti peuvent être fiers de leurs états de service.

Personne ne peut nier que la situation du travail organisé s'est améliorée dans notre pays sous une administration libérale. D'ordinaire, l'honorable représentant de Kootenay-Est (M. Byrne) siège à ma droite. Je vais vous parler de ma première visite dans son comté. C'était aux jours sombres de la crise économique, alors que nous avions au pays un autre genre d'administration. Je suis allé dans le comté qu'il représente actuellement pour faire une conférence. Le soir de mon arrivée, le représentant d'un syndicat ouvrier arrivait aussi en vue d'organiser un syndicat dans cette grande ville industrielle. Il arriva en voiture et quinze minutes après son arrivée, on laissa sa voiture rouler en bas d'une côte. L'homme avait quitté la ville avant même qu'on ait pu dire "ouf". C'est qu'à cette époque on risquait presque sa peau lorsqu'on essayait de former un syndicat dans notre grand et libre pays. Les temps ont changé, monsieur le président, parce que nous avons depuis longtemps déjà une administration libérale qui a vraiment foi aux droits du travail.

Je n'avais pas l'intention de participer à la discussion, estimant qu'il s'agissait simplement d'une question de "si et de mais", soit de savoir précisément à quel point le chômage existe actuellement chez nous. Il n'y a pas à s'y tromper, il n'y a exactement personne, dans notre pays, personne, certainement, à la Chambre, autant que j'aie